

**Universitatea Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca  
Facultatea de Studii Europene  
Şcoala Doctorală Paradigma europeană**

**Université libre de Bruxelles  
Faculté de Philosophie et Sciences Sociales  
Ecole Doctorale en sciences politiques et sociales**

**Comment devient-on militant en Roumanie postcommuniste ?**

Les métamorphoses du militantisme et trajectoires des acteurs : le cas de  
l'altermondialisme et de la gauche contestataire

**Coordonatori :**

**Conf. Dr. Habil. SERGIU MIŞCOIU**

**Prof. Dr. JEAN-MICHEL DE WAELE**

**Student-doctorand :**

**ABASEACA RALUCA**

**2016**

## Table de matières

<b>Index des acronymes.....</b>	<b>7</b>
<b>Introduction générale</b>	
1. Problématique de la recherche.....	8
2. Questions de recherche et hypothèses.....	14
3. Les définitions des concepts clé.....	17
4. Intérêt pour l'objet d'étude.....	22
5. Plan de la thèse.....	23
<b>Première partie</b>	
<b>Chapitre 1. Un cadre théorique pour l'analyse des mouvements sociaux dans l'espace postcommuniste</b>	
<b>Introduction.....</b>	<b>25</b>
<b>Nouveaux mouvements sociaux, mouvements altermondialistes, mouvements contre l'austérité.....</b>	<b>26</b>
1.1. Continuités et ruptures entre trois cycles de mobilisations.....	26
1.2. La transnationalisation des mouvements et ses limites .....	34
<b>2. Les mouvements sociaux dans l'espace postcommuniste.....</b>	<b>39</b>
2.1. Les sociétés civiles avant et après l'effondrement des régimes communistes.....	39
2.2. L'ONG-isation des sociétés civiles de l'Europe centrale et orientale.....	43
2.3. Le rôle de la mémoire dans les mobilisations sociétales.....	46
2.4. Des dissidents anticommunistes aux « grassroots mobilization ».....	49
<b>3. Quelle théorie pour analyser les acteurs postcommunistes ?.....</b>	<b>53</b>
3.1. Comment éviter une perspective occidentalocentrique ?.....	54
3.2. Quelle théorie pour analyser les mouvements de l'espace postcommuniste ?.....	57
3.2.1. La théorie de la mobilisation des ressources.....	58
3.2.2. La théorie des nouveaux mouvements sociaux.....	59
3.2.3. Mobilisation et système politique. La structure d'opportunités politiques.....	60
3.3. Le pourquoi d'une analyse en termes de trajectoire et typologies des acteurs.....	63
3.4. La dépendance du chemin.....	71
3.5. La socialisation politique.....	72
<b>4. Questions de méthode.....</b>	<b>76</b>
4.1. Une démarche inductive.....	76
4.2. Sources et méthodes.....	77
4.2.1. Les récits de vie.....	78
4.2.2. L'analyse documentaire.....	80
4.2.3. Participation et observation.....	81
<b>Conclusions.....</b>	<b>84</b>

## **Chapitre 2. L'anticommunisme de la société civile roumaine**

<b>Introduction.....</b>	<b>85</b>
<b>1. La société civile roumaine pendant le communisme.....</b>	<b>88</b>
1.1. Antipolitique, dissidence intellectuelle et mobilisations ouvrières.....	88
1.1.1. Repères historiques.....	91
1.1.2. Comment expliquer la faiblesse de la dissidence roumaine ?.....	100
1.2. De la dissidence à l'effondrement du système communiste roumain.....	104
1.3. Quelles conséquences de l'effondrement du communisme ?.....	109
<b>2. Mémoire du communisme et mobilisations après 1989.....</b>	<b>112</b>
2.1. Entre Piata Universitatii et les Mineriade.....	112
2.2. Le Groupe pour le Dialogue Social.....	120
2.3. Le rapport Tismăneanu et l'institutionnalisation de l'anticommunisme.....	132
<b>3. Trajectoire du capitalisme en Roumanie.....</b>	<b>136</b>
3.1. Quel modèle économique pour la Roumanie postcommuniste ?.....	137
3.2. Comment expliquer cette direction ?.....	138
<b>Conclusions.....</b>	<b>143</b>

## **Deuxième Partie. La création des groupements (2000-2008)**

### **Chapitre 3. L'altermondialisme sous un prisme roumain**

<b>Introduction.....</b>	<b>145</b>
<b>1. Définir l'objet. Un mouvement occidental ?.....</b>	<b>147</b>
<b>2. L'émergence et le parcours de l'altermondialisme en Roumanie (2000-2008).....</b>	<b>154</b>
2.1. La revue IDEA artă + societate.....	155
2.2. Indymedia Romania.....	157
2.3. Les manifestations pacifistes.....	163
2.4. Salvati Rosia Montana.....	164
<b>3. Trajectoires militantes.....</b>	<b>170</b>
3.1. Le rôle de la musique punk dans la politisation.....	170
3.2. Les théoriciens de la mondialisation.....	184
3.3. Les militants de profession.....	186
<b>Conclusions.....</b>	<b>194</b>

## **Troisième Partie. Les effets de la crise économique sur la participation politique**

### **Chapitre 4. Pratiques militantes et trajectoires des intellectuels de gauche**

<b>Introduction.....</b>	<b>197</b>
<b>1. De la transition à la crise économique.....</b>	<b>199</b>
1.1. Crise économique et mesures d'austérité.....	199
1.2. Critique de la transition et analyse de classe en Roumanie.....	205

<b>2. L'anti-anticommunisme comme forme de politisation. Du « rapport Tismaneanu » à la crise économique.....</b>	<b>208</b>
2.1. Des « guerres culturelles » à la critique du capitalisme.....	208
2.2. La crise comme opportunité politique.....	215
2.3. Objectifs et statut du groupe Critic Atac.....	217
2.3.1. Rapport envers les institutions publiques.....	222
2.3.2. Référents idéologiques.....	223
2.3.3. Critique sociale de l'Union Européenne.....	227
<b>3. Trajectoires militantes des intellectuels de gauche.....</b>	<b>229</b>
3.1. Conditions de leurs entrées en politique.....	229
3.2. Du libéralisme à la gauche radicale.....	233
3.3. Motivations de l'engagement et de désengagement de CA.....	244
<b>4. Répolitiser et reidéologiser l'art après l'effondrement du communisme.....</b>	<b>246</b>
4.1. La création de Gazeta de Arta Politica.....	248
4.2. Trajectoires militantes des militants de Gazeta de Arta Politica.....	250
<b>Conclusions.....</b>	<b>256</b>
<b>Chapitre 5. Un « Real democracy movement » en Roumanie</b>	
<b>Introduction.....</b>	<b>259</b>
<b>1. Le déroulement des actions.</b>	
1.1. Des mobilisations syndicales à Occupy.....	262
1.2. Les protestations de 2012. Entre local et global.....	269
1.3. L'Automne Roumain. L'antipolitique des protestations ?.....	279
<b>2. Trajectoires collectives des acteurs de gauche.....</b>	<b>286</b>
2.1. Du groupe informel à ONG.....	286
2.1.1. Militia Spirituala.....	286
2.1.2. Front.....	288
2.2. Les réseaux libertaires.....	290
2.3. Les alliances trans-idéologiques.....	300
<b>3. Trajectoires individuelles.....</b>	<b>301</b>
3.1. Les militants de longue date.....	303
3.2. Les militants politisés avant les protestations de 2012.....	312
3.3. Les militant qui se sont politisés avec les protestations de 2012.....	319
<b>4. Les difficultés d'être militant libertaire.....</b>	<b>324</b>
<b>Conclusions.....</b>	<b>328</b>
<b>Conclusions générales.....</b>	<b>331</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>347</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>359</b>

## Résumé

**Mots clé : politisation, mouvements sociaux, trajectoires, crise économique**

Analyser les processus par lesquels les militants roumains arrivent à s'engager dans des luttes pour la justice sociale, économique et écologique à la lumière des facteurs individuels, internationaux et contextuels a été l'objectif central de notre recherche. Malgré l'hétérogénéité de la politique contestataire de l'espace postcommuniste roumain, notre objectif est de nous centrer sur les acteurs altermondialistes, qui émergent dans le contexte particulier du début des années 2000 et sur « la gauche contestataire » mobilisée après le déclenchement de la crise économique de 2008, tout en intégrant la dimension temporelle dans ces mobilisations. Selon l'expression de Kerstin Jacobsson, les sociétés civiles de l'Europe centrales et orientales sont passées d'une vie associative contrôlée par l'Etat, aux sociétés civiles libérales financées par l'Ouest et finalement à une vie associative plus diversifiée, incluant des réseaux militants souples et autofinancés, « grassroots activism », des mobilisations à court terme<sup>1</sup>. Aussi, malgré les réticences envers les analyses en termes de classe sociale et de lutte de classe spécifiques aux sociétés postcommunistes<sup>2</sup>, la question de la justice sociale et les revendications socio-économiques reviennent, à dimensions variables, dans le discours protestataire des sociétés de l'Est<sup>3</sup>. Dernièrement, la littérature remarque que dans la dernière décennie, la critique du néolibéralisme et des effets sociaux de la transition prend un rôle important dans l'étude des sociétés de l'Est de l'Europe et qu'elle est couplée avec un intérêt pour la pensée politique locale<sup>4</sup>. Cela s'est passé également dans le cas de la Roumanie postcommuniste et ceci en dépit du contexte sociopolitiques qui entraverait la formation des mouvements : le manque d'une résistance organisée durant le socialisme réel et la révolution violente qui met fin au régime de Nicolae Ceausescu, l'héritage de Securitatea, la fragmentation et l'opposition entre les groupes sociaux (intellectuels versus

---

<sup>1</sup> Kerstin Jacobsson, "The Development of Urban Movements in Central and Eastern Europe", in Kerstin Jacobsson, *Urban Grassroots Movements in Central and Eastern Europe*, Oxford: Routledge, p. 3.

<sup>2</sup> Karel Musilek, Tomas Katrnak, "The Notion of Social Class in Czech Political Discourse", *Czech Sociological Review*, 51(3), 2015, p. 388.

<sup>3</sup> Ondřej Císař, Jiří Navrátil, "At the Ballot Boxes or in the Streets and Factories: Economic Contention in the Visegrad Group." in Marco Giugni, Maria T. Grasso. *Austerity and Protest. Popular Contention in Times of Economic Crisis*. Farnham: Ashgate, 2015, p. 41.

<sup>4</sup> Michal Kopecek, Piotr Wcislik, *Thinking Through Transition: Liberal Democracy, Authoritarian Pasts, and Intellectual History in East Central Europe After 1989*, Prague: Central European University Press, 2015, p.12.

mineurs) qui marquent la première décennie de la transition, le fait que la société roumaine, non laïcisée, semble imprégnée de conservatisme.

Si les transformations postcommunistes ont été prioritairement présentées du point de vue des élites politiques, notre recherche se centre sur des acteurs qui sont plutôt en marge de la politique roumaine<sup>5</sup>, cette marginalité faisant possible un regard différent sur la société roumaine dans son ensemble. Deuxièmement, notre objectif a été d'analyser les engagements politiques « à gauche » dans des contextes qui ne sont pas favorables aux « challengers » ayant un agenda progressiste. Nous avons montré que si la crise économique ouvre des opportunités pour des questionnements sur le modèle socio-économique de la transition et pour de nouvelles initiatives organisationnelles qui mettent en doute la démocratie libérale, ceux-ci restent marginaux. Ainsi, loin de se limiter au niveau microsociologique, notre recherche a ouvert des questionnements sur ce qui est acceptable dans l'espace public roumain et sur la dynamique « légitimité-illégitimité ».

### **Cadre théorique et méthodologique**

L'un des principaux pièges quand on parle de la diffusion transnationale est le risque de chercher des mouvements et des phénomènes similaires à ceux de l'Ouest, à la place de retracer les processus pour trouver ses origines, ce qui sera notre objectif ici, ou à considérer les mouvements des pays postcommunistes comme des versions faibles ou qui apparaissent avec du retard des mouvements occidentaux. Ce risque est d'autant plus fort dans le contexte où les analyses empiriques montrent que la plupart des mouvements et des actions collectives a été diffusée dans l'Europe centrale et orientale soit par « l'ONG-isation des années 1990 », soit par les processus d'eupéanisation au moment de l'élargissement de l'UE<sup>6</sup>, soit par des voies non institutionnelles et individuelles. A cette évidence empirique s'ajoute une difficulté méthodologique. Pour Tilly, la sociologie des mouvements sociaux reste marquée par sa généalogie liée aux contextes politico-économiques des Etats-providences d'après la deuxième guerre mondiale et donc, ses diverses approches sont difficilement mises en pratiques dans d'autres

---

<sup>5</sup> Même la campagne Salvati Rosia Montana a été pour une longue période dès sa création et jusqu'en 2011 plutôt en marge de la politique.

<sup>6</sup> Adam Fagan, Carmin JoAnn, *Green Activism in Post-Socialist Europe and the Former Soviet Union*, London: Routledge, 2011, pp. 5-17.

contextes<sup>7</sup>. Pour le sociologue, cela ne signifie pas que les mouvements sociaux sont absents dans les autres espaces à part l'Europe d'Ouest, mais montre les limites des instruments de la sociologie des mouvements sociaux et de ses théories : la théorie de la mobilisation des ressources, les théories de la démocratisations<sup>8</sup>. Pour essayer de dépasser ces problèmes, notre but est de nous tenir au niveau des acteurs. Sur le plan théorique, notre intention est de tourner notre attention vers une démarche pluraliste<sup>9</sup>, qui lie sur le plan théorique le néo-institutionnalisme historique, la sociologie de l'engagement, la sociologie des mouvements sociaux et la littérature sur la socialisation politique. Dans le premier cas, l'approche spécifique au « path dependency theory » regarde vers le passé communiste et pré-communiste pour analyser la permanence des certaines structures politique, économiques et intellectuelles dans les sociétés de l'Est<sup>10</sup>. Cette démarche nous semble utile dans l'essai d'éviter le risque de prendre l'an 1989 comme point de départ et de voir la période communiste comme « une parenthèse » qui sera dépassée et niée une fois que « la normalité » sera rétablie. Se centrant sur les expériences ordinaires des individus, plusieurs travaux de sociologie politique avaient montré que tant les sphères associatives, que la famille, l'école ou les médias sont des lieux de politisation et de socialisation politique<sup>11</sup>, ce qui fait nécessaire l'entrée dans les biographies des acteurs et le détour par l'histoire personnelle et collective pour expliquer l'engagement des acteurs. L'analyse en termes de trajectoires peut faire comprendre le fait que les transformations postsocialistes façonnent non seulement les cadres institutionnels des pays de l'Europe centrale et de l'Est, mais aussi les trajectoires individuelles et les manières des individus d'agir au quotidien et de penser. Intégrer la dimension temporelle dans l'analyse de l'engagement politique et prendre en compte les diverses étapes par lesquelles les acteurs sont menés à penser et d'agir d'une certaine manière ne signifie pas partir de l'hypothèse d'une linéarité des trajectoires. Dans cette perspective, nous avons privilégié les récits de vie comme l'une des principales méthodes de collecte de données, couplé avec l'analyse documentaire. Les récits de vie permettent

---

<sup>7</sup> Charles Tilly, "Social movements here and elsewhere, now and then", *Center for Social Organization Research Working Paper #580*, <http://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/51344>.

<sup>8</sup> *Idem*.

<sup>9</sup> Vivien Schmidt, Claudio Radaelli, "Policy change and Discourse in Europe: Conceptual and Methodological Issues", *West European Politics*, Volume 27, Number 2, 2004, p. 136.

<sup>10</sup> David Stark, Laszlo Bruszt, *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge: Cambridge University Press, 1998, pp. 4-6.

<sup>11</sup> Camille Hamidi, « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue Française de Science Politique*, vol. 56, n°1, février 2006, p. 5.

d'étudier les actions et les trajectoires des acteurs dans la durée et permettent de trouver le général dans l'individuel.

### **Hypothèses de la recherche**

**La première hypothèse** est liée au rôle joué par la mémoire collective sur les parcours des acteurs. Premièrement, en accord avec la logique de « path dependency theory », nous considérons que les débuts, les origines et les années formateurs des mouvements ont un impact sur leur évolution ultérieure. Le positionnement par rapport à l'ancien régime est la première expérience politique et la première forme d'engagement des trentenaires et des quarantenaires. Ainsi, le moment 1989 a pour les pays de l'Europe centrale et orientale, la même importance que le moment « mai 1968 » a dans l'imaginaire des pays occidentales<sup>12</sup>. Contrairement aux militants des pays occidentaux, les militants roumains engagés dans les « real democracy movements » ne font pas référence à la crise économique et à leur précarisation dans le contexte de la crise, comme mobile et contexte de leurs engagements, mais à l'ancien régime et aux décennies de transition. C'est pourquoi, le positionnement par rapport à l'ancien régime, l'anticommunisme et « l'anti-anticommunisme » deviennent des **vecteurs de politisation** (chapitre 4). En vue de ces différences par rapport à la politisation des militants de l'Europe de l'Ouest, il nous semble essentiel de nous centrer sur la tradition militante du pays, car tant dans le contexte du début des années 2000, que dans le contexte de la crise économique de 2008, c'est prioritairement la dynamique des espaces nationaux qui avait conduit les groupes contestataires à chercher dans l'action internationale un cadre pour leurs actions et ceci en dépit de la diffusion des pratiques étrangères.

La **deuxième hypothèse** de notre recherche affirme la marginalisation des militants de gauche dans la Roumanie postcommuniste, qui doit être mise en relation avec l'existence des logiques d'exclusion (souvent institutionnalisées) et avec leur interaction avec d'autres acteurs sociaux. Si, pour revenir aux assomptions de Kerstin Jacobsson, la vie associative en Roumanie a changé dans les dernières années et est passée d'une centralisation autour de la « société civile libérale financée par l'Ouest » aux acteurs qui la critiquent et se distancent de celle-ci, cherchant

---

<sup>12</sup> Donatella della Porta, "Mobilizing for Democracy: The 1989 Protests in Central and Eastern Europe", in Olivier Fillieule, Gya Accornero (eds.), *Social Movement Studies in Europe: The State of the Art*, New York: Berghahn Books, 2016, pp. 42-45.



un enracinement local de leurs pratiques contestataires et de leurs idées, « cette métamorphose du militantisme » en Roumanie se passe en dehors de la vie politique institutionnalisée et reste dans le « ghetto politique ».

### **Structure de la thèse**

Pour pouvoir suivre les pratiques et les histoires des acteurs qui « donnent corps » aux groupements et qui essaient de légitimer leurs discours dans la Roumanie postcommuniste, nous avons choisi d'organiser notre récit chronologiquement. Nous avons suivi les métamorphoses du militantisme en Roumanie à travers quatre séquences tant chronologiques, qu'analytiques : antipolitique (période communiste), professionnalisation (les années 1990), changement du cadrage (l'altermondialisme), politisation (la période d'après la crise économique). Deuxièmement, nous avons classifié les acteurs en fonction du type de répertoires d'action utilisés afin de pouvoir prendre en compte ce que pousse les individus à s'engager dans une certaine action à la place d'une autre.

Notre recherche sera organisée en trois parties et cinq chapitres en fonction des trois séquences dans l'histoire de la création des mouvements sociaux dans la Roumanie postcommuniste. La première partie clarifie le cadre théorique et méthodologique et dans le même temps, elle offre un premier regard sur la constitution des mouvements dissidents à la fin des régimes communistes et sur l'impact de ces acteurs constitués dans la période postcommuniste. Ces acteurs qui transforment leur marginalité politique de la fin du régime communiste en ressource politique, se remarquent par un discours anticommuniste ancré tant dans des positions libérales, que dans des positions conservatrices. Cette opération d'aller à l'origine de la constitution de la société civile et des mouvements sociaux dans l'espace postcommuniste nous permet de souligner la généalogie différente de la société civile et des mouvements sociaux en Europe centrale et orientale. Ces aspects ayant été analysés par d'autres chercheurs, ils seront abordés ici seulement en fonction de leur impact sur les acteurs contestataires qui émergent au début et à la fin des années 2000. La deuxième partie introduit la création des réseaux altermondialistes en Roumanie que nous allons lier tant aux libéralisations des années 2000, qu'à l'entrée en contact des acteurs locaux avec les militants étrangers et avec des associations étrangères. La troisième partie porte sur l'impact de la crise économique sur la mobilisation des

acteurs et sur les ruptures provoquées par la crise économique sur les formes associatives déjà existantes et sera à son tour divisée en deux parties, en fonction des répertoires d'action des acteurs : la production théorique (chapitre 4) et les actions directes (chapitre 6).

### **Les métamorphoses du militantisme en Roumanie**

Se distançant des cadres de mobilisation des années 1990, le début des années 2000 apporte d'autres thèmes de mobilisation, notamment la lutte contre la guerre et des actions de solidarisation avec les sans-abris. La fin des années 2000 fait de l'austérité et de la privatisation des services publics des thèmes importants des mobilisations sociétales, même si non univoques. Dans le temps, les acteurs qui émergent à la fin des années 2000 acquièrent une sensibilité sociale et idéologisent leurs actions. Des mobilisations de solidarisation avec les sans-abris et avec les réfugiés, intégrées dans les répertoires des actions pour « le droit à la ville », la prise en compte du statut de l'émigrant, des problèmes locatifs et de la privatisation des services publics sont placés dans un contexte global et changent les dynamiques de la mobilisation de l'espace roumain. Une réflexion sur les effets sociaux de la transition, des réflexions sur les enjeux sociaux de la transition et de la crise économique s'imposent progressivement dans l'espace public roumain, même si elles restent marginales.

### **Penser les mobilisations sociétales dans la longue durée**

Nous pouvons répondre à notre question de recherche centrale « Comment devient-on militant en Roumanie postcommuniste ? » par le recours à quatre aspects que nous jugeons centraux dans l'explication de la politisation et de l'engagement politique des acteurs.

#### **1. Comme un résultat de la socialisation politique des acteurs dans les milieux militants occidentaux**

Sortir des approches culturalistes et des visions sur « l'exotisme » de la Roumanie a été dès le début l'un de nos objectifs. Dans ce but, nous sommes sortis de l'espace postcommuniste et nous avons insisté sur les enjeux globaux des mobilisations roumaines à partir de 2002. Nous avons

démontré que des acteurs contestataires qui étaient déjà politisés et qui réfléchissaient à une alternative politique depuis un bout de temps profitent de l'ouverture de la crise économique pour devenir visibles de l'espace public. Les acteurs se distinguent exactement de la tendance de croire dans un « exceptionnalisme roumain » et dans « des traits » qui seraient inhérents au peuple roumain. Ne pas partir d'une perspective culturaliste ne signifie pas éviter de placer les acteurs analysés dans les contextes particuliers dans lesquels ils sont nés. Tout au contraire, il s'agit de placer l'émergence et le développement des acteurs dans le contexte qui les engendre et dans le même temps de mettre en exergue la complexité des sociétés de l'Est et des dynamiques sociales et politiques qui ont caractérisé le passage d'un régime à l'autre.

En ce qui concerne la socialisation politique des militants roumains dans les environnements militants étrangers, plusieurs questions s'articulent : A partir dans quel moment de la période postcommuniste nous pouvons parler d'une entrée des militants roumains dans des alliances transnationales ? Quels sont les effets de l'entrée dans des alliances régionales et transnationales sur les engagements des acteurs ? Celles-ci sont regardées comme une opportunité et une ressource, ou, tout au contraire, elles engendrent une résistance ?

D'une part, nous avons montré qu'à partir du début des années 2000, les militants altermondialistes roumains entrent dans des formes d'organisation inspirées des militants étrangers. L'émergence de ces nouveaux réseaux au début des années 2000 est le signe d'une rupture dans les formes dominantes des actions collectives de l'espace roumain et des stratégies organisationnelles depuis la Révolution de 1989, Piata Universitatii de 1990 et les Mineriade. On remarque une transnationalisation du militantisme roumain par des canaux non institutionnalisés et horizontaux. Néanmoins, les militants roumains répondent aux appels de mobilisations des organisations de l'Europe occidentale et participent aux répertoires d'actions et aux structures organisationnelles bâtis par les militants de l'Europe d'Ouest, de l'Europe de Sud, ou de l'Amérique Latine. Dans ce contexte, la participation des militants roumains à ces formes organisationnelles est plutôt passive et a peu d'impact direct sur la direction idéologique et organisationnelle de ces mouvements.

D'autre part, la diffusion des idées et des pratiques militantes de l'Europe de l'Ouest rouvre les interrogations de longue date sur le rapport des Roumains envers l'Occident. La narration la plus répandue reste que la modernisation de la société roumaine trouve ses origines dans les

sources d'inspiration de l'Europe de l'Ouest.<sup>13</sup> Dans notre cas, retracer les histoires des acteurs prouve que même si l'entrée en contact avec « l'Occident » a été une grande source d'inspiration, les acteurs avaient déjà des dispositions qui les poussaient à résonner avec certaines idées et types d'action.

## **2. Comme un résultat du distancement des associations d'après 1989**

L'émergence des revendications de justice sociale et économique dans l'espace roumain passe par un processus de distancement tant par rapport aux intellectuels anticomunistes, que par rapport à ce que la littérature appelle « transactional activism ». Comme nous l'avons vu, les logiques de démarcation marquent les trajectoires individuelles des acteurs, mais aussi leur évolution dans le champ politique et social roumain. Les militants altermondialistes et les militants de gauche devenus visibles dans l'espace public roumain après le déclenchement de la crise économique se distancent de « la vision antipolitique » promue par les dissidents anticomunistes, des narrations sur le désir normatif « du retour à l'Europe » et du mythe de l'investisseur étranger qui va améliorer la vie des gens.

A partir du début des années 2000, des approches « postcoloniales », eurosceptique et antilibéraux, tant théorique, qu'ancrés dans des actions directes commencent à s'imposer en Roumanie postcommunistes, même si ceux-ci restent marginales. La critique des ONG et de la société civile roumaine fortement dépendante de l'appui financier des bailleurs de fonds internationaux est, elle aussi, une forme de distancement par rapport aux réseaux occidentalocentrique créés à partir des années 1980.

## **3. Comme un intérêt pour la pensée politique locale et pour les conditions internes**

Contrairement au Groupe pour le Dialogue Social, qui essaie de créer une société civile roumaine à partir du modèle occidental, des groupements et des réseaux libertaires créés après 2011 s'intéressent aux expériences, aux formes de résistances locales, souvent ignorées et à la préservation des relations communautaires dans la société postcommuniste roumaine comme qui

---

<sup>13</sup> Ivan T. Berend, « What is Central and Eastern Europe », *European Journal of Social Theory*, vol. 8 no. 4, 2005, p. 402.

existent encore au sein des communautés paysannes et des communautés tsiganes. Le fait de chercher une tradition locale et des formes de résistance dans des pratiques qui semblent non-politique s'intègre dans un processus graduel de distancement de la société civile « ONG-isée », dépendante des financements des bailleurs du fonds et promouvant prioritairement un discours inspiré au néolibéralisme et au libéralisme politique. L'intérêt pour le local va à l'encontre tant du projet communiste imposé « par le haut », que de la société civile élitiste et « ONGisée ».

#### **4. Comme effet des socialisations successives**

S'il est indéniable que tant le changement de régime, que le changement de contexte ont permis une transformation des formes organisationnelles, lui seul n'explique pas les contours idéologiques des nouvelles organisations. Dans cette perspective, notre analyse relativise les discours qui regardent « le moment 1989 » comme une rupture, mais aussi la tendance de regarder la crise économique comme le grand déclencheur des mouvements. Tout au contraire, il s'agit de prendre en compte la dimension temporelle et cumulative de l'engagement politique des acteurs. Entrer dans les biographies des acteurs signifie prendre en compte un processus de politisation à long terme, des valeurs et des attitudes qui sont antérieures à l'engagement politique effectif, une grande partie d'acteurs ayant déjà politisés avant le déclenchement de la crise économique, même si celle-ci a servi de prétexte pour leur engagement public. Par l'analyse des trajectoires et des motivations des acteurs, nous avons montré que l'entrée dans une nouvelle association ne se fait pas en fonction du nouveau régime politique, mais par la conjoncture des dispositions sociales, par toute une série d'expériences individuelles et collectives, de temporalités biographiques et de réseaux de sociabilité et de solidarité. Par contre, le cas des « militants de longue date » nous avait prouvé que la socialisation dans le régime « socialiste réel » n'a pas produit des effets uniformes et n'a pas engendré un refus systémique de tout rapport au collectif. Pour nous, la réticence de l'individu communiste de s'engager dans des organisations militantes et d'y faire carrière devrait être reconsidérée après plus de deux décennies après l'effondrement du régime communiste.

D'un autre point de vue, contrairement aux discours sur « l'exceptionnalisme roumain », pour nous, les mobilisations sociétales de la Roumanie d'après 2000 sont loin d'être un cas exceptionnel. Par contre, « la particularité roumaine » se réduit à un ensemble de paramètres qualitatifs sur la politisation et la socialisation des acteurs, comme la fascination qu'un grand

nombre d'acteurs ressentait durant l'enfance et l'adolescence pour le nationalisme, ou pour l'extrême droite, pour les auteurs de droite comme Emil Cioran ou Mircea Eliade, l'absence d'une transmission familiale, l'engagement plus tardif et réfléchi des militants par rapport à d'autres espaces. En dehors de ces particularités locales, les socialisations successives des militants définissent leurs « entrées en politiques ». Comme dans l'Europe occidentale, le militantisme roumain inclue une série d'apprentissages théoriques, pratiques, de savoir-faire, « l'acquisition d'habitudes ou de réflexes, intériorisation d'une faculté à se faire comprendre ou simplement à prendre la parole (...) s'accumuler un capital militant, potentiellement reconvertible dans d'autres sphères. »<sup>14</sup> Dans ce sens, nous avons montré comment l'engagement militant déterminent les intérêts de recherche et les changements des manières de vivre.

---

<sup>14</sup> Simon Luck, « Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives », Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, Sciences Politiques, 2008, p. 451.